

les restrictions volontaires préconisées par M. Young et la Commission des prix et des revenus, constituait le premier recours de politiciens qui veulent esquiver le problème de l'inflation. Selon M. Galbraith, ces mesures n'ont donné aucun résultat dans aucun autre pays, car elles touchent ceux-là même qui ont le plus besoin d'aide. A cet égard, je songe au personnel des services hospitaliers et aux sec-teurs non syndiqués de la société. Ici encore, il faudra attendre les résultats. Si la psychologie déflationniste ne contribue pas à fléchir les prix, elle contribue certainement à amplifier le chômage. On nous apprenait récemment que le CP avait décidé de mettre à pied 10 p. 100 de son personnel de bureau, soit quelque 1,200 employés, et l'usine de la Dunlop a fermé ses portes dernièrement, 600 hommes perdant ainsi leur emploi. Une déclaration du chef de l'opposition (M. Stanfield) au sujet de ces licenciements, reproduite dans le *Globe and Mail* du 23 avril m'a vivement intéressé. Voici ce qu'il disait:

● (3:40 p.m.)

Je tiens à préciser que je n'ai pas de formule secrète pour empêcher la fermeture d'une usine. Je le dis très franchement, je ne sais comment empêcher cela, sauf par le recours à une économie planifiée.

Cela me réjouit de voir que le chef de l'opposition voit comme solution possible celle qu'ont adoptée un certain nombre de pays de l'Europe occidentale, le recours à une économie planifiée. C'est peut-être la Suède qui a le mieux réussi et dont l'exemple est le plus remarquable. L'économie suédoise, tout en étant planifiée, demeure mixte. Dans une grande mesure on laisse les forces du marché libres le soin de déterminer les tendances économiques.

**M. Osler:** Monsieur l'Orateur, le député me permet-il de poser une question?

**M. l'Orateur suppléant (M. Richard):** Le député voudrait poser une question.

**M. Osler:** A propos d'économie planifiée, je me demande si les facteurs internationaux pourraient agir avec la même liberté qu'au Canada. Peut-être devrais-je développer ce point puisque j'ai posé la question. Nous avons actuellement le droit d'importer des capitaux en provenance de l'étranger. Nous avons le droit d'avoir des syndicats originaires d'autres pays. Mon honorable collègue de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a en effet récemment demandé à des représentants syndicaux de Winnipeg de voter pour un syndicat américain de manière à ce que celui-ci soit assez étoffé et assez puissant pour faire échec à la politique anti-inflation pour gouvernement au cours de l'année qui vient. Or il me semble

[M. Rose.]

qu'on ne peut avoir le drap et l'argent. Si l'on permet aux syndicats internationaux d'intervenir et d'utiliser leur puissance monétaire pour bloquer la politique gouvernementale, on ne peut avoir d'économie planifiée.

**M. l'Orateur suppléant (M. Richard):** A l'ordre. J'ai demandé au député de poser une question. Il a fait une très longue digression et je ne crois pas qu'on puisse lui permettre de continuer.

**M. Rose:** Merci, monsieur l'Orateur, c'est justement ce que j'allais dire. Si le député d'en face veut faire un discours, qu'il le fasse dans les formes habituelles et qu'il n'empiète pas sur mon temps de parole, limité à 20 minutes. Je ne sais vraiment pas quelle était sa question; je lui dirai, cependant, que nous avons jugé nécessaire d'avoir de puissants syndicats internationaux au Canada parce que nous sommes sans cesse aux prises avec des puissantes sociétés internationales qui possèdent jusqu'à 80 p. 100 de certaines de nos industries. Les sociétés multi-nationales sont, d'une façon ou d'une autre, une source de bien des difficultés pour notre pays. Comme je le disais avant le chahut des vis-à-vis...

**M. Osler:** Vous voulez dire la question judiciaire.

**M. Rose:** ...dans une large mesure, le marché est libre d'orienter les tendances économiques. Le gouvernement suédois n'intervient que pour faciliter la tâche de l'économie du marché. Il trouve du travail à ceux qui sont mis à pied et crée de nouveaux emplois dans les régions en voie d'expansion. Autrement dit, le gouvernement n'intervient que pour réparer les torts causés par les forces libres du marché dans le pays. A propos de la Dunlop, incidemment, en Suède des lois exigent un préavis de tous congédiements ou fermetures prévus. Le rapport Freedman avait recommandé la même chose, mais le gouvernement n'a pris aucune disposition à cet égard.

Nous nous engageons aussi dans la voie d'une économie planifiée. Nous offrons des stimulants dans les régions désavantagées. Nous apprenons du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), qui a fait le 22 avril une déclaration à l'appel des motions, que des millions de dollars en subventions et en prêts ont été consentis à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick. Cet argent sera affecté à réparer les torts causés par les forces du marché, et pour ma part, je n'ai entendu aucun député critiquer ces subventions sous prétexte qu'elles favorisaient le socialisme.